

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/COMTD/IF/23

3 mars 1998

(98-0814)

Comité du commerce et du développement
Cadre intégré pour l'assistance technique
liée au commerce

Original: français

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE
AU COMMERCE PRESENTÉE PAR LA MAURITANIE

REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD¹

MAURITANIE

¹ Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 e) du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce (WT/LDC/HL/1/Rev.1).

EVALUATION DES BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE LIEE
AU COMMERCE PRESENTEE PAR LA MAURITANIE

MAURITANIE

Description de l'assistance technique	Secteur bénéficiaire	Origine possible	Priorité
Etude de l'évaluation de l'impact des Accords de l'OMC sur la Mauritanie et définition des mesures et stratégies d'adaptation	DCE	BM OMC CNUCED CCI	1
Mise en place d'un pôle commercial (Trade Point): 1) formation des hommes 2) acquisition de l'équipement 3) accès Internet	DCE Trade Point CIMDET	OMC CNUCED CCI	2
Aide à la mise en oeuvre des Accords de l'OMC	DCE Douane	OMC CNUCED CCI	3
Définition et mise en place d'un organisme de financement et de garantie des exportations (type EXIMBANK)	Secteur bancaire et financier	FADES BAD BID SFI	4
Aides à la formation: 1) en commerce international 2) en négociations commerciales internationales et 3) en gestion des exportations	CGEM Douane DCE CCIA	OIT OMC	5
Financement d'une cellule de coordination et de suivi de la mise en oeuvre des Accords OMC	DCE	OMC PNUD BID	6
Formation aux nouvelles technologies d'information et à Internet	Tous secteurs	BM CNUCED	7
Aide à l'élevage: 1) développement d'un élevage intensif 2) mise en place d'une chaîne d'abattage et de conservation 3) aide à la valorisation des produits dérivés	MDRE CGEM Industrie et commerce	BM BID BAD FAO ONUDI CCI	8
Aide à la compétitivité des entreprises (gestion et qualité)	CGEM CCIA	ISO ONUDI CCI	9
Aide à la mise en oeuvre des notifications	DCE	OMC CNUCED CCI	10
Définition et mise en place d'un fonds de garantie des investissements	BCM	FADES BAD SFI MIGA	11

Description de l'assistance technique	Secteur bénéficiaire	Origine possible	Priorité
Aide à la mise en place d'un régime de point franc industriel	CGEM Plan, industrie	OMC ONUDI	12
Aide au guichet unique d'investissement (matériel, formation) (en cours), consolidation	Plan	BM	13
Formation d'analystes des conjonctures et marchés extérieurs	CGEM DCE CCIA ONS BCM	OMC CCI	14
Collecte et diffusion des informations économiques et commerciales, y compris les réglementations: 1) des pays de la sous-région 2) des autres pays	DCE CIMDET CCIA CGEM	OMC CEDEAO UMA UEMOA BID BAD CNUCED CCI	15
Consolidation de la simplification des procédures tarifaires et douanières: aide à la mise en place du Système harmonisé	Douane CGEM CCIA	OMD	16
Etude et mise en place d'une structure d'arbitrage commercial	Justice	PNUD BM	17
Aide à la mise en place d'une politique de concurrence conforme aux Accords de l'OMC	DAC DCE Industrie	OMC CNUCED CCI	18
Contrôle de qualité des importations	Douane DCE	CCI	19
Aide à la mise en oeuvre de l'Accord général sur le commerce des services	MCAT CGEM BCM	OMC	20
Renforcement de l'infrastructure de mise en conformité avec les normes (divers laboratoires)	Secteur santé, pêche, élevage, agriculture, commerce et industrie	OMC	21
Appui logistique à la douane	Douane	OMC OMD	22
Aide au respect de la propriété intellectuelle	Industrie DCE	OMC OMPI OAPI	23

L'ensemble de ces demandes d'assistance technique peut donc être subdivisé selon qu'elles concernent l'intégration de l'économie mauritanienne au commerce international ou son intégration dans l'OMC (respect des règles de l'OMC, mise en conformité des législations, etc.).

La mise en conformité de la législation avec les règles définies par l'Organisation mondiale du commerce correspond aux demandes suivantes:

N°: 3, 6, 7, 10, 13, 15, 16, 18, 20, 21, 22 et 23.

Les demandes d'assistance devant permettre une meilleure insertion de l'économie mauritanienne dans le commerce international sont:

N°: 1, 2, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 17 et 19.

Certaines demandes peuvent apparaître dans les deux sous-rubriques, à savoir les demandes 7, 13 et 15.

Ces besoins en assistance technique de la République islamique de Mauritanie permettraient le respect des Accords de l'Organisation mondiale du commerce, et une meilleure insertion de l'économie mauritanienne dans l'économie mondiale et dans le commerce régional et international.

REPONSES INTEGREES DE LA BANQUE MONDIALE, DU CCI,
DE LA CNUCED, DU FMI, DE L'OMC ET DU PNUD

MAURITANIE

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<p><u>Besoins d'aide technique déterminés par la République islamique de Mauritanie pour une meilleure participation à l'OMC et au commerce international par ordre de priorité:</u></p> <p>1. Etude de l'évaluation de l'impact des Accords de l'OMC sur la Mauritanie et définition des mesures et stratégies d'adaptation</p>	CNUCED/ PNUD	<p>La CNUCED assistera dans l'évaluation et la détermination de l'impact général de la globalisation et la libéralisation sur le pays afin de faciliter l'adaptation de la politique commerciale aux différents Accords de l'OMC.*</p> <p>Le PNUD, à travers le projet régional RAF/96/001, pourrait prendre en charge une partie du coût de cette étude. Financement complémentaire requis.</p>
<p>2. Mise en place d'un pôle commercial (TRADE POINT):</p> <p>a) formation des ressources humaines b) acquisition de l'équipement c) accès Internet</p>	CCI/ CNUCED	Des activités visant à la formation et l'accès à l'Internet sont en train d'être discutées dans le cadre du projet conjoint CNUCED/CCI/CEDEAO pour l'information commerciale.
	CCI	La base de données TOPS sur les opportunités d'affaires pour les pays membres de la CEDEAO sera mise à disposition du Ministère du commerce.
	CNUCED	Dans ce contexte, un pôle de commerce sera installé avec l'équipement nécessaire et la formation requise pour son bon fonctionnement y compris sa connexion au réseau Internet. (Financement supplémentaire demandé)
<p>3. Aide à la mise en oeuvre des Accords de l'OMC</p>	OMC	<p>L'OMC est prête à fournir une assistance à la Mauritanie pour l'adaptation de ses lois et réglementations nationales aux Accords de l'OMC.</p> <p>Une mission d'évaluation sera programmée en 1998 afin de déterminer les ajustements qu'il conviendrait d'adopter.</p>

* Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<u>Besoins d'aide technique par ordre de priorité</u> (suite): 4. Définition et mise en place d'un organisme de financement et de garantie des exportations (type EXIMBANK)		
5. Aide à la formation: a) en commerce international b) en négociations commerciales internationales et c) en gestion des exportations	OMC	<ul style="list-style-type: none"> - Un séminaire national sera organisé en 1998. - Participation de représentants de la Mauritanie dans les séminaires spécialisés organisés en 1998 et 1999 à l'intention des PMA d'expression francophone. - Un stage de politique commerciale d'une durée de trois semaines sera organisé en 1998 et 1999 à l'intention des pays les moins avancés d'expression francophone. Ce stage comprendra une partie consacrée à des simulations de négociations commerciales multilatérales.
	PNUD	A travers le projet régional RAF/96/001, le PNUD prendra en charge une partie de cette requête.
6. Financement d'une cellule de coordination et de suivi de la mise en oeuvre des Accords OMC		
7. Formation aux nouvelles technologies d'information et à Internet	CCI/ CNUCED	Voir point 2.
	PNUD	Le projet Internet défini par le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD (RAF/97/021) aidera le gouvernement à définir une politique d'accès à Internet.
	OMC	L'OMC, en 1998 ou 1999, mettra à disposition du Ministère du commerce un ordinateur et une imprimante laser. Egalement l'OMC établira les connexions nécessaires du point focal avec Internet et fournira des CD-ROM pédagogiques.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<u>Besoin d'aide technique par ordre de priorité</u> (suite):		
8. Aide à l'élevage: a) développement d'un élevage intensif b) mise en place d'une chaîne d'abattage et de conservation c) aide à la valorisation des produits dérivés	Banque mondiale	La Banque mondiale et la FAO aideront le gouvernement à définir une stratégie de développement rural de long terme dans le cadre de l'étude "Rural Development Strategy" qui sera prête en janvier 1998 au plus tard.
9. Aide à la compétitivité des entreprises (gestion et qualité)	Banque mondiale	La Banque mondiale aidera le gouvernement à définir une stratégie des services publics à travers une étude qui a été présentée en juillet 1997 et qui aidera à résoudre les problèmes identifiés dans le contexte du Programme d'investissement sectoriel PIS (1997) en préparation.
	CCI	Une mission d'identification des besoins dans les domaines de la gestion des entreprises et du contrôle de qualité sera organisée fin 1998. Suite à cette mission, un projet de coopération technique sera formulé dans les domaines identifiés.*
10. Aide à la mise en oeuvre des notifications	OMC	L'OMC fournira une assistance sous la forme d'une session spéciale sur les sept prescriptions en matière de notification. Cette session aura lieu en conjonction avec d'autres activités d'assistance prévues au cours de 1998.
11. Définition et mise en place d'un fonds de garantie des investissements		
12. Aide à la mise en place d'un régime de point franc industriel	Banque mondiale	Une assistance technique au secteur privé fournira des recommandations sur la mise en place d'un régime de point franc industriel.
13. Aide au guichet unique d'investissement (matériel, formation) (en cours), consolidation	PNUD	Le PNUD apportera une assistance au gouvernement pour la mise en place d'un guichet unique d'investissement. Les modalités pour la mise en oeuvre de cette assistance à définir en temps utile avec le gouvernement.

* Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<u>Besoin d'aide technique par ordre de priorité</u> (suite):	CNUCED	La CNUCED a déjà entrepris des travaux (mission) dans le domaine des investissements en Mauritanie. Les efforts se poursuivent afin de moderniser les institutions dans le domaine d'investissement.*
14. Formation d'analystes des conjonctures et marchés extérieurs		
15. Collecte et diffusion des informations économiques et commerciales, y compris les réglementations: a) des pays de la sous-région b) des autres pays	CCI/ CNUCED	Voir point 2. En outre, la CNUCED continuera à fournir les éléments du Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS) sur CD-ROM.
16. Consolidation de la simplification des procédures tarifaires douanières: aide à la mise en place du Système harmonisé	FMI	Ces dernières années, une assistance technique a été fournie pour réformer le système de taux de change et le tarif d'importation. Des progrès substantiels ont été réalisés, mais il faudra une assistance technique supplémentaire pour améliorer encore le fonctionnement du marché des changes et rationaliser la structure du tarif de manière à réduire les taxes sur les matières premières et les biens intermédiaires. (Engagement de principe, 1998/99)
	FMI/ Banque mondiale	FMI/Banque mondiale fourniront une assistance technique au gouvernement pour mettre en place une réforme tarifaire qui est financée par le Crédit d'appui à la gestion des ressources publiques pour la Banque mondiale. (1996-1998)
	CNUCED/ PNUD	Le projet SYDONIA en cours peut répondre à ce besoin. Financement complémentaire souhaité.
17. Etude et mise en place d'une structure d'arbitrage commercial	Banque mondiale	Une assistance technique au secteur privé fournira des recommandations sur la mise en place d'une structure d'arbitrage commercial.

* Financement à demander.

Besoins d'assistance technique identifiés dans le questionnaire	Organisation	Réponse
<u>Besoin d'aide technique par ordre de priorité</u> (suite):		
18. Aide à la mise en place d'une politique de concurrence conforme aux Accords de l'OMC		
19. Contrôle de qualité des importations	CCI	Voir point 9.
	Banque mondiale	La Banque mondiale soutient les efforts de surveillance et formation à présent fournie par la SGS (Société générale de surveillance).
20. Aide à la mise en oeuvre de l'Accord général sur le commerce des services		
21. Renforcement de l'infrastructure de mise en conformité avec les normes (divers laboratoires)	CCI	Voir point 9.
22. Appui logistique à la douane	FMI/Banque mondiale	Voir point 16.
23. Aide au respect de la propriété intellectuelle	PNUD (OMPI)	Le PNUD organisera un séminaire régional en 1998 auquel pourront participer deux ou trois fonctionnaires mauritaniens. (RAF/96/001)
	OMC (OMPI)	En conformité de l'Accord de coopération technique entre l'OMC et l'OMPI, une assistance sera fournie pour la formation de personnel mauritanien sous la forme d'une dissémination de l'information lors de séminaires spécialisés qui auront lieu en 1998 et 1999 ainsi que la fourniture d'un matériel didactique concernant cet accord.